



Initiatives & solidarité

« Ne pas
soutenir le soin,
c'est ruiner
la solidarité »

La philosophe Cynthia
Fleury a publié « Le soin
est un humanisme ».

« La Croix » l'a rencontrée.



entretien

Cynthia Fleury

Professeur au Conservatoire national des arts et métiers, titulaire de la chaire « humanités et santé »

Votre thèse de doctorat, en l'an 2000, portait sur « la métaphysique de l'imagination ». Aujourd'hui, vous dirigez la chaire « philosophie à l'hôpital » (1). Comment en êtes-vous arrivée à enseigner en milieu médical ?

Cynthia Fleury : Je viens de l'étude de la Renaissance, cette époque qui nous donne une des premières définitions de l'humanisme et le projet d'un fonctionnement politique moderne, même si ce n'est pas encore la démocratie, ni l'état de droit. Mais je viens aussi de la philosophie politique, avec des questions comme : qu'est-ce que la régulation démocratique, ou l'invention, aujourd'hui, de nouvelles conceptions de l'intérêt général, à partir des singularités des citoyens et non plus seulement à partir de l'institution de l'État ? Car nous sommes dans une époque où l'individu qui a un talent propre cherche à conjuguer son action avec celles d'autres singularités pour servir un intérêt général.

Vous inscrivez la question du soin dans une perspective clairement politique ?

C. F. : Oui, car travaillant sur la régulation démocratique, je ne suis

pas arrivée dans l'univers hospitalier par la seule question du soin, même si la philosophie du *Care* (dite aussi « éthique de la sollicitude ») est très intéressante et comprend une politique. J'aborde le soin comme matrice d'un geste bien plus global que celui de soigner, comme monde bien plus large que celui de la santé. Cependant, il est vrai que j'ai recentré mon travail sur le fait d'éduquer et de soigner plutôt que sur celui de gouverner. Ce qui me distingue sûrement de ceux qui travaillent sur la question classique de la philosophie politique : qu'est-ce qu'un bon gouvernement ? Mon travail porte sur les actions d'éduquer et de soigner qui facilitent grandement celle de gouverner, et qui peuvent même amoindrir considérablement les effets pervers du gouvernement.

C'est un renversement ?

C. F. : Si l'on renonce à produire la citoyenneté capacitaire chez l'individu, par l'éducation et le soin, c'est-à-dire ce qui permet à chacun de transformer l'histoire en participant au débat et à la décision publique, ce n'est certainement pas le gouvernement qui pourra corriger cette défaillance. En tant que philosophe, mon travail est de remettre le soin et l'éducation dans le domaine du politique, voire de les concevoir comme fondements du bon gouvernement, alors que ces actes sont classiquement posés comme finalités, comme produits de l'acte de gouverner. Cela nous renvoie à « l'irremplaçabilité » des individus comme premier facteur de l'état de droit (2).

« Mon travail est de remettre le soin et l'éducation dans le domaine du politique, voire de les concevoir comme fondements du bon gouvernement. »

Cette approche est-elle bien comprise, là où vous enseignez ?

C. F. : J'ai choisi de travailler avec toutes les parties prenantes : les soignants, mais aussi les patients, c'est-à-dire les citoyens, afin d'explicitier l'idée que l'hôpital est, comme l'école, un pilier essentiel de la cité, un des derniers grands bastions du maintien de la confiance institutionnelle, de la confiance en l'état de droit. Malheureusement, peu à peu, ces bastions tombent et l'on risque de partir pour dix ou quinze ans de déni, voire de rejet, de l'état de droit, ce que l'on voit venir très clairement dès maintenant. Nous sommes à la porte de voir des personnes basculer dans un rejet pulsionnel et assumé de l'état de droit.

De l'intérieur, donc, quel diagnostic faites-vous sur l'hôpital ?

C. F. : Je suis à la fois dans une profonde inquiétude et, par ailleurs, très consciente du grand talent des singularités que je peux y rencontrer. Je connais un nombre incroyable de collègues investis, ayant créé des structures de soin,



ayant des ressources inédites en termes de responsabilité et de solidarité. Je n'ai jamais vu autant de personnes ayant un tel investissement créatif et efficace en faveur du bien commun. C'est d'autant plus violent lorsque ces capacités singulières ne sont plus soutenues par l'institution. Les gouvernants ne proposent pas une organisation de toutes ces ressources créatives, efficaces et solidaires, alors même que les progrès de l'engagement citoyen, qui génère de l'intérêt général, sont spectaculaires... Ce qui produit un sentiment de lâchage, voire d'adversité des institutions.

« Je n'ai jamais vu autant de personnes ayant un tel investissement créatif et efficace en faveur du bien commun. »

C'est un constat habituel, aujourd'hui, dans le monde de la solidarité...

C. F. : La solidarité est le principe de l'état social, lequel est la vérité de l'état de droit, c'est-à-dire son fondement. Or nous avons vécu, ces dernières années, avec l'idée que le simple formalisme de l'état de droit pourrait suffire pour protéger les démocraties, et que l'état social pouvait être détricoté indéfiniment, puisque les valeurs et les procédures démocratiques étaient maintenues. Mais c'est une illusion théorique, désincarnée.

Le soin et la démocratie nécessitent tous deux la solidarité ?

C. F. : Ne pas soutenir le soin, c'est ruiner la solidarité qui fonde l'état de droit. La solidarité est l'espace central, le lieu commun entre le soin des individus et le bon gouvernement selon l'état de droit. Nous ne pouvons pas nous reposer politiquement, en termes de régulation collective, sur la compassion, même si c'est un sentiment très important et qui peut être aussi très efficace. De ce point de vue, le soin est un humanisme qui se développe en solidarité, pour ne pas dire en « solidarisme », une philosophie politique trop oubliée (3).

La solidarité est-elle aussi un humanisme ?

C. F. : Nous sommes dans une époque où la grandiloquence de l'humanisme est de nouveau entendue. L'enjeu est désormais l'incarnation de cet humanisme dans le soin, bien sûr, mais aussi dans tous les actes de solidarité. Car, actuellement, les gens tombent malades. On a un burn-out global de la société, une dépression généralisée (4). Cette « érosion de soi », dont je parlais déjà dans *La Fin du courage* (Fayard, 2010), est devenue globale. C'est ainsi que le soin redevient une question sociale et politique, dont la solidarité est l'horizon.

Recueilli par Antoine Peillon

(1) Lire ci-dessus « Les clés du sujet ».

(2) Cynthia Fleury, *Les Irremplaçables*, Gallimard, 2015.

(3) Le « solidarisme » est une philosophie politique principalement développée par Léon Bourgeois, en 1896, dans son livre *Solidarité. C'est au nom de sa conception mutualiste de la solidarité que cet important politicien radical a défendu le principe de l'impôt et la mise en place d'une retraite pour les travailleurs.*

(4) Pascal Chabot, *Global burn-out*, PUF, 2013.



« *Les gouvernants ne proposent pas une organisation des ressources créatives, efficaces et solidaires, alors même que les progrès de l'engagement citoyen sont spectaculaires.* »

les clés du sujet

« Le soin est un humanisme »

UNE CHAIRE DE PHILOSOPHIE

Depuis janvier 2016, la chaire de philosophie à l'hôpital, dirigée par Cynthia Fleury, se déploie, entre autres lieux de soin, au sein du groupement hospitalier de territoire de psychiatrie & neurosciences (Sainte-Anne, Maison-Blanche, Perray-Vaucluse). Elle s'inscrit dans un vaste programme de recherche, d'enseignement et d'expérimentation qui regroupe l'Université des patients (Sorbonne université, hôpital de la Pitié-Salpêtrière) et le chantier du premier hôpital géré par les patients. Site: chaire-phil.fr

UN LIVRE

Cynthia Fleury vient de publier, en mai, *Le soin est un humanisme*, aux éditions Gallimard, dans la nouvelle collection « Tracts » (48 p., 3,90 €). Véritable manifeste, la philosophe y défend la mission hu-

maniste de « *poser au cœur du soin, de la santé, et plus généralement, dans nos relations avec les autres, l'exigence de rendre la vulnérabilité capacitaire et de porter l'existence de tous comme un enjeu propre, dans toutes les circonstances de la vie* ».

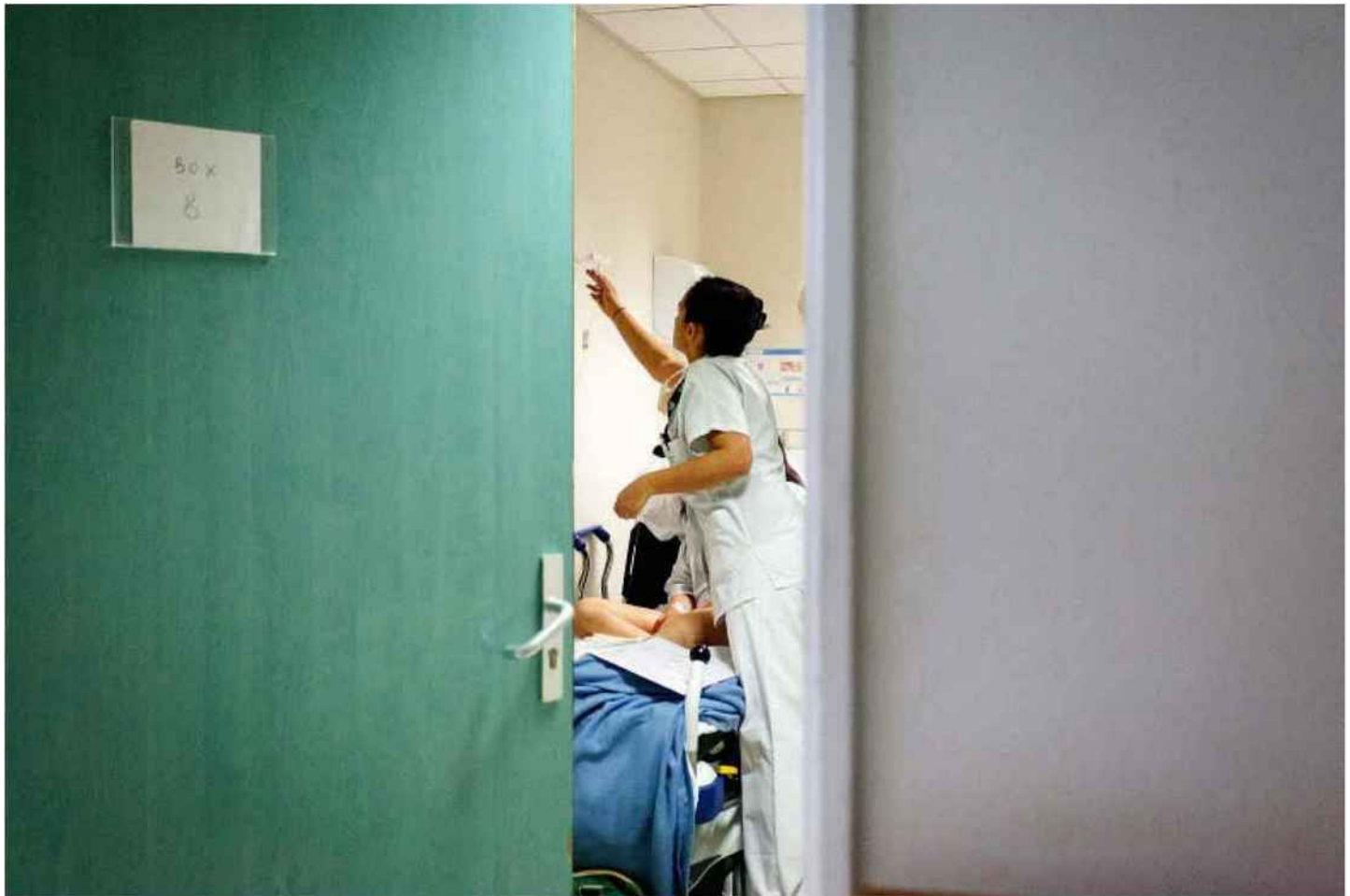
UNE COLLECTION

Lancée mi-février par les éditions Gallimard, la collection « Tracts » en est déjà, avec *Le soin est un humanisme* de Cynthia Fleury, à son sixième titre. Ont précédé cette publication les livrets de Régis Debray (*L'Europe fantôme*), Erri de Luca (*Europe, mes mises à feu*), Danièle Sallenave (*Jojo, le gilet jaune*) (1)... Antoine Gallimard explique:

« *La collection "Tracts" fera entrer les femmes et les hommes de lettres dans le débat, en accueillant des essais en prise avec leur temps (...). Ces voix doivent se faire entendre en tous lieux, comme ce fut le cas des grands "tracts de la NRF" qui parurent dans les années 1930, signés par André Gide, Jules Romains, Thomas Mann ou Jean Giono...* »



Pour Cynthia Fleury, il faut remettre le soin et l'éducation dans le domaine du politique. Frédéric Stucin/Pasco



L'hôpital est, comme l'école, un pilier essentiel de la cité. Malheureusement, peu à peu, ces bastions tombent... Christelle Calmettes/Divergence